

Halte à la répression !

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement Macron-Philippe est engagé dans une véritable escalade de la répression. Un total provisoire établit à 3 747 le nombre de condamnations prononcées. On comptabilise 216 emprisonnements, plus de 4 500 mesures de garde à vue, plus de 1 600 blessés dont certains gravement, deux hommes toujours dans le coma. Des dizaines de milliers de personnes ont été gazées. Chacun a en mémoire les 151 lycéens immobilisés au sol à genoux, mains sur la tête, à Mantes-la-Jolie, et les lycéens victimes de matraquage dans toute la France.

Gilets jaunes, lycéens, mais aussi militants syndicaux contre qui s'acharne la répression patronale et gouvernementale... Faut-il s'en étonner ? Le 4 janvier encore au Conseil des ministres, Macron a réaffirmé qu'il ne bougerait pas d'un millimètre sur ses contre-réformes : l'assurance chômage, les retraites, le statut de la fonction publique doivent être démantelés. Un gouvernement qui refuse à ce point d'entendre la protestation ouvrière et populaire, ultra majoritaire dans le pays, considère naturellement la répression comme le principal instrument du « dialogue » avec les citoyens.

Avec l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier démocratique, le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID) exige l'arrêt de la répression, le respect du droit de manifester et l'arrêt des poursuites contre les jeunes, les militants, les travailleurs.

Pour le Parti ouvrier indépendant démocratique, le combat contre la répression s'inscrit dans le combat d'ensemble pour en finir avec Macron, sa politique, son gouvernement et avec le régime d'arbitraire, anti ouvrier et antidémocratique de la V^e République.

À bas la répression ! À bas l'État policier ! À bas la V^e République !

Le bureau national du POID